



CHAPITRE 256

LOI CONCERNANT LES ASSOCIATIONS DE BIBLIOTHÈQUES ET LES INSTITUTS D'ARTISANS

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des bibliothèques et des instituts d'artisans*. Titre abrégé.

SECTION I

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

2. Les dispositions de la présente loi s'étendent aux instituts d'artisans ou associations de bibliothèque constitués en corporation depuis le 30 d'août 1851 (date de l'entrée en vigueur de la loi 14-15 Victoria, chapitre 86); mais elles ne sont nullement censées s'étendre et s'appliquer aux instituts d'artisans ou associations de bibliothèques constituées avant ledit jour. S. R. (1909), 4000. Application de ce chapitre.

SECTION II

DE LA FORMATION DE L'ASSOCIATION

3. Dix personnes au moins, ayant souscrit ou possédant ensemble pas moins de cent dollars en deniers ou en valeurs pour l'usage de leur institution projetée, peuvent faire et signer une déclaration en double, constatant leur intention d'établir une association de bibliothèque ou un institut d'artisans, ou l'un et l'autre à la fois, en une localité désignée dans la déclaration, et dans laquelle elles indiquent aussi: Déclaration à l'effet d'établir une association, etc.

1° Le nom collectif de l'institution;

Son contenu.

2° Son but;

3° Les montant des deniers ou des valeurs par elles souscrits respectivement, ou possédés pour l'usage de l'institution;

4° Les noms des personnes qui doivent être les premiers administrateurs pour en gérer les affaires;

5° Le mode d'après lequel les successeurs des premiers administrateurs seront nommés, ou de nouveaux

membres admis, ou d'après lequel il sera fait des règlements pour leurs nomination et admission, ou pour tout autre objet ou fin que ce soit; et

6° Généralement toutes les autres particularités et dispositions qu'elles croient nécessaires et non contraires à la présente loi ou à la loi. S. R. (1909), 4001.

Enregistre-
ment d'un
double de la
déclaration.

4. Un double de cette déclaration est déposé dans le bureau d'enregistrement, par l'un des signataires qui en reconnaît, devant le registrateur, l'exécution en ce qui le regarde, et déclare qu'elle a aussi été exécutée soit personnellement soit par procureur par les autres parties qui y sont désignées. S. R. (1909), 4002.

Certificat du
registrateur
à cet effet.

5. Le registrateur garde le double ainsi déposé et remet l'autre double à la personne qui a fait le dépôt, avec un certificat constatant que la déclaration mentionnée ci-dessus a été déposée dans son bureau, et que l'exécution en a été attestée devant lui.

Valeur du
double.

Ce double, ou une copie de ce double, certifié par le registrateur, fait preuve, à première vue, des faits allégués dans cette déclaration et ce certificat. S. R. (1909), 4003.

Corporation
constituée.

6. Aussitôt ces formalités remplies, les personnes qui ont signé la déclaration, et les directeurs, administrateurs ou officiers, et le comité alors en fonction, de toutes telles institutions ou institutions unies, et leurs successeurs, sont constitués en corporation.

Pouvoir de
la corporation
d'acquérir et
posséder des
biens.

Toute telle corporation a le droit, en son nom collectif, d'acquérir et de posséder pour elle et ses successeurs, pour l'usage et les fins de la corporation, des terres, biens-fonds et héritages situés en cette province, de quelque nature que ce soit. S. R. (1909), 4004.

Constitution
des associa-
tions déjà
existantes.

7. S'il s'agit d'un institut d'artisans, ou d'une association de bibliothèque, ou des deux réunis, déjà établis ou en existence, les directeurs, administrateurs, officiers, et son comité, peuvent faire et signer une déclaration de leur désir ou détermination de se faire constituer en corporation conformément à la présente loi, indiquant dans cette déclaration le nom collectif que doivent prendre cette institution ou ces institutions unies, et produire pareillement la déclaration, en la manière ci-dessus prescrite, avec copie de la constitution et des règlements de l'institution ou des institutions unies, et un état général de la nature et du montant de tous les biens, meubles ou immeubles appar-

tenant à cette institution ou à ces institutions unies, ou possédés pour elles en fidéicomis. S. R. (1909), 4005.

SECTION III

DES POUVOIRS GÉNÉRAUX DE L'ASSOCIATION

8. Toute association de bibliothèque, ou tout institut d'artisans constitué en corporation et situé dans une ville ou une cité ayant trois mille habitants ou plus, peut posséder des biens-fonds n'excédant pas la valeur annuelle de deux mille dollars. S. R. (1909), 4006. Pouvoir de posséder des biens jusqu'à une valeur annuelle de \$2000.

9. Toute association de bibliothèque, ou tout institut d'artisans dûment constitué en corporation, et situé dans un village ou une ville n'ayant pas trois mille habitants, peut posséder des biens-fonds n'excédant pas la valeur annuelle de mille dollars. S. R. (1909), 4007. Quand limité à \$1000.

10. Dans les cas non indiqués dans les articles 8 et 9, la valeur annuelle des biens-fonds possédés par telle corporation ne doit jamais excéder quatre cents dollars. S. R. (1909), 4008. Quand limité à \$400.

11. Les affaires de toute telle corporation sont administrées par les directeurs ou administrateurs nommés tel que ci-après prescrit ou par règlement de la corporation, lesquels ou la majorité desquels peuvent exercer tous les pouvoirs de la corporation, et agir en son nom et pour elle, et employer son sceau, sauf les dispositions limitant l'exercice de ces pouvoirs dans la déclaration susdite ou dans tout règlement de la corporation. S. R. (1909), 4009. Directeurs et administrateurs.

12. Les administrateurs, ou une majorité d'entre eux, ont plein pouvoir de faire des règlements qui obligent les membres et les officiers, et tous autres qui consentent à être liés par ces règlements, pour toutes les fins relatives aux affaires et transactions de la corporation, sauf et excepté quant aux matières à l'égard desquelles il est prescrit par la déclaration susdite que des règlements seront établis de quelque autre manière. S. R. (1909), 4010. Pouvoir des administrateurs de faire des règlements.

13. Les membres de la corporation, à leur assemblée annuelle tenue le jour prescrit par un règlement de la corporation, peuvent choisir l'un d'entre eux pour être président, et nommer, (excepté s'il est autrement pres- élection des officiers.

crit dans la déclaration ou par des règlements), un bibliothécaire, un trésorier, un secrétaire, un confèrencier et tels autres officiers et serviteurs qu'ils jugent nécessaires, et fixer et payer leur rémunération.

Bureau des directeurs.

Ils peuvent aussi choisir un bureau de directeurs ou d'administrateurs, qui doivent occuper leur charge durant une année, ou telle autre période qui est ci-après fixée ou permise. S. R. (1909), 4011.

Défaut d'élire des administrateurs au jour fixé.

14. Le défaut d'élire des directeurs ou administrateurs le jour fixé à cette fin par la déclaration ou par un règlement, n'entraîne pas la dissolution de la corporation; mais les directeurs ou administrateurs restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus, ce qui peut avoir lieu, (s'il n'est point fait d'autres dispositions à cette fin par la déclaration ou les règlements), dans toute assemblée des membres de la corporation à laquelle une majorité desdits membres est présente, de quelque manière que l'assemblée ait été convoquée. S. R. (1909), 4012.

Recouvrement des amendes.

15. Toute amende encourue peut être recouvrée de la même manière qu'une souscription ou toute autre somme d'argent.

Leur emploi.

L'amende ainsi recouvrée appartient à la corporation et est employée aux fins pour lesquelles la corporation est formée. S. R. (1909), 4013.

Ce que peut être la corporation.

16. Toute telle corporation peut, si la déclaration lui donne ce pouvoir, être en même temps un institut d'artisans et une association de bibliothèque, ou l'une et l'autre de ces institutions, et ses affaires sont en conséquence les affaires ordinaires d'un institut d'artisans ou d'une association de bibliothèque, ou des deux institutions à la fois, suivant le cas, et de nulle autre; mais elle peut embrasser toutes les choses nécessaires et utiles pour la gestion desdites affaires d'une manière convenable et profitable.

Ce qu'elles peuvent embrasser.

Emploi de leurs fonds.

Les fonds et propriétés de cette corporation sont appropriés et employés pour les fins légitimement liées auxdites affaires, et à nulle autre fin. S. R. (1909), 4014.

Transfert des actions.

17. S'il est prescrit dans la déclaration, ou par les règlements de la corporation, que les actions des membres ou d'une classe des membres dans les propriétés de la corporation, sont transférables, elles le sont en la manière et sujettes aux conditions mentionnées dans la déclaration, ou dans les règlements de la corporation si, par la déclaration, ces transferts doivent être régis par les règlements. S. R. (1909), 4015.

18. Toutes telles actions sont réputées meubles; et il peut être pourvu, par la déclaration ou les règlements, au mode de les confisquer dans les cas y spécifiés, ou à ce qu'elles ne soient transférées qu'à des personnes possédant certaines qualités ou résidant dans certaine localité. Actions réputées meubles; leur transfert et confiscation. S. R. (1909), 4016.

19. La déclaration requise par l'article 3 pour la formation de l'association peut pourvoir à la dissolution de celle-ci, ou décréter que des règlements y pourvoiront, mais la dissolution ne peut être définitive avant que toutes les dettes de la corporation soient payées. Dissolution. S. R. (1909), 4017.

SECTION IV

DES PÉNALITÉS ET DES POURSUITES

20. La corporation a plein pouvoir, en vertu de ses règlements, de frapper d'une amende n'excédant pas quatre dollars tout membre y contrevenant, ou toute autre personne qui, n'étant pas membre, s'est engagée, par écrit, à obéir au règlement pour l'infraction duquel l'amende est imposée. Amendes imposées. S. R. (1909), 4018.

21. Cette amende, si elle est encourue, et toute souscription ou autre somme d'argent qu'un membre ou toute autre personne est convenue de payer à la corporation, comme souscription au fonds de cette corporation, pour un certain temps, ou pour l'emprunt de livres ou instruments, ou pour le droit d'entrer aux chambres de la corporation, ou pour assister aux conférences, ou pour tout autre privilège ou avantage à lui conféré par la corporation, peuvent être recouvrées par cette dernière, par action devant tout tribunal ayant juridiction en matière civile jusqu'à concurrence du montant, sur allégation et preuve de la signature du défendeur, apposée sur quelque écrit par lequel il s'est engagé de payer telle souscription ou d'obéir au règlement, et la preuve de l'infraction de l'engagement, laquelle infraction est présumée avoir eu lieu quant à la promesse de payer, jusqu'à ce que le contraire soit prouvé, et peut être prouvée, quant à la contravention, par le serment de tout témoin digne de foi. Leur recouvrement. S. R. (1909), 4019.

22. Toute copie d'un règlement, portant la signature du défendeur, ou portant le sceau de la corporation et le seing de quelque personne autorisée par cette dernière à apposer ledit sceau, est reçue comme preuve du règlement. Copies de règlements font preuve. S. R. (1909), 4020.

